

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/LLDC/W/4

27 mars 1997

(97-1281)

**Sous-Comité des pays les moins avancés de l'OMC
Cinquième session**

Original: français

DECLARATION DE MADAGASCAR DANS LE CADRE DE LA PREPARATION DE LA REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES PAYS LES MOINS AVANCES

Ma délégation souhaite que notre discussion d'aujourd'hui sur la réunion de haut niveau sur les PMA ne soit pas une répétition du débat qui avait déjà eu lieu sur ce thème lors de la réunion du Comité du commerce et du développement, il y a une dizaine de jours, mais contribue à une avancée décisive et constitue le lancement de la phase préparatoire de cette réunion à laquelle nous attachons une importance majeure.

Je ne répéterai donc pas ce que j'ai déjà dit au Comité du commerce et du développement le 17 février.

Je voudrais insister juste sur quelques points.

Pour ma délégation, l'objectif et l'issue de la réunion de haut niveau devraient être de lancer des initiatives et de prendre des mesures qui puissent résoudre les difficultés pratiques et répondre aux besoins réels des PMA dans leur volonté de s'intégrer au système commercial multilatéral. Il ne faut pas que cette réunion de haut niveau soit un exercice théorique sur ce qu'il faut faire et ne pas faire ni un échange de vues politiques stérile.

Il me semble, par conséquent, absolument capital d'entamer, très en amont du processus préparatoire, quelque part entre la phase I et la phase II prévues par le document, c'est-à-dire dès demain matin, une étape intermédiaire consistant à évaluer les besoins des PMA.

Cette évaluation des besoins devrait être effectuée par chaque PMA, en fonction de ses priorités et de sa situation vis-à-vis des marchés mondiaux, dans un mémorandum adressé aux trois secrétariats ou six secrétariats maîtres d'oeuvre de l'organisation de la réunion de haut niveau. Les secrétariats devraient ensuite valider cette évaluation des besoins faite par chaque pays en indiquant pour chaque besoin exprimé les mesures qui peuvent être prises et leur délai de réalisation, en tenant compte des programmes déjà existants au sein de chaque organisation.

A l'issue de cette démarche, on devrait donc être en mesure d'avoir une classification des besoins des PMA,

d'une part, selon leur nature:

- besoins liés au renforcement de la capacité de production et d'exportation des PMA;
- difficultés d'accès aux marchés;

./.

- problèmes de promotion des exportations et de marketing des produits;
- questions relatives à la participation à la vie de l'OMC;

et d'autre part, selon la capacité de réponse des agences internationales:

- besoins pour lesquels il existe déjà des programmes que l'on peut mettre en oeuvre immédiatement, à condition que ces programmes soient financés par les donateurs;
- difficultés dont les solutions nécessitent la conception de nouveaux programmes qui ne peuvent être lancés que dans un horizon déterminé;
- questions qui relèvent d'autres fora que la réunion de haut niveau.

Ainsi, la réunion de haut niveau devrait être structurée autour d'une discussion pratique et opérationnelle sur la mise en oeuvre des programmes et le lancement des initiatives répondant à des besoins exprimés clairement par les PMA eux-mêmes avec l'assistance des secrétariats.

De l'avis de ma délégation, si l'on procède selon cette démarche d'identification préalable des besoins des PMA et des capacités de réponse des agences internationales, la réunion de haut niveau serait en mesure de conclure par l'adoption d'un programme intégré et cohérent en faveur des PMA.

Les trois agences de Genève ont déjà mis au point un programme intégré en faveur des pays africains. Il serait judicieux de capitaliser sur cette expérience et de s'en inspirer pour lancer un programme intégré et cohérent élargi à tous les PMA et incluant la participation des deux agences de Bretton Woods et le PNUD.

Si cette phase préparatoire est bien négociée, la réunion de haut niveau pourrait se tenir sur deux/trois jours avec un accent sur les mesures qu'il faut prendre et les programmes qu'il faut lancer tout en évitant de frustrer les PMA auxquels on aura donné préalablement la possibilité d'exprimer leurs desiderata dans le mémorandum d'évaluation des besoins.